

**PROJET DE POLITIQUE DU PAM
EN MATIÈRE DE COOPÉRATION SUD-SUD
ET DE COOPÉRATION TRIANGULAIRE**



Consultation informelle

8 avril 2015

**Programme alimentaire mondial
Rome, Italie**

RÉSUMÉ

La coopération Sud-Sud offre des solutions réelles et concrètes à des problèmes de développement communs. Le partage des meilleures pratiques, le financement de projets-pilotes dans des endroits reculés, l'apport de capital à des projets prometteurs, la fourniture de biens collectifs régionaux, le développement et l'adaptation de technologies appropriées: autant de possibilités que la communauté internationale se doit de mettre pleinement à profit.

BAN Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2013)¹

Environ 10 pour cent des populations sous-alimentées et souffrant de la faim dans le monde bénéficient des opérations menées par le PAM. Pour contribuer à la réalisation des objectifs du Défi Faim zéro et de l'objectif de développement durable proposé visant à éliminer la faim, il faudra mobiliser de nouvelles ressources, connaissances spécialisées, compétences et capacités et favoriser l'innovation dans les pays en développement.

Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2014-2017 et à la stratégie du PAM en matière de partenariat, la présente politique met à profit le soutien qu'apporte actuellement le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, notamment au niveau des pays et des régions. Elle vise à amplifier les mécanismes de collaboration du PAM avec les pays en développement afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Défi Faim zéro et du nouvel objectif de développement durable relatif à l'élimination de la faim.

Cette politique définit les principes directeurs ci-après concernant l'engagement du PAM en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire:

- centrer l'action sur les plus vulnérables;
- promouvoir la prise en main des activités par les acteurs locaux;
- garantir l'ouverture à tous et un juste équilibre;
- faciliter l'apprentissage et l'innovation;
- renforcer les systèmes et les capacités des pays;
- mettre l'accent sur la complémentarité;
- apporter une valeur ajoutée;
- mettre à profit les structures existantes.

Conformément à ces principes, le PAM s'efforcera:

- de faciliter au niveau des pays le partage des données d'expérience, connaissances, compétences, informations et pratiques relatives à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- d'encourager l'innovation et de diffuser les enseignements se rapportant à la transposition à plus grande échelle de pratiques novatrices en matière de sécurité alimentaire;

¹ Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, BAN Ki-moon, à l'occasion de la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud de 2013:
http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=31024#.VRAHdvzF_O4

- de renforcer sa collaboration avec les pays en développement ayant une expérience à partager, ainsi que ses partenariats avec eux;
- de nouer des partenariats avec des organisations régionales et sous-régionales, en vue de renforcer la coopération entre les pays en développement en matière d'élimination de la faim et d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- d'améliorer ses liens avec les institutions locales de recherche et les organisations non gouvernementales afin de constituer la base de données factuelles nécessaire pour les activités relevant du Défi Faim zéro;
- d'intégrer et de faire correspondre son travail aux initiatives plus vastes lancées par le système des Nations Unies pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, notamment celles des autres institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

La coopération Sud-Sud peut certes compléter la coopération Nord-Sud, mais le PAM reconnaît que la coopération Nord-Sud demeure fondamentale pour parvenir à libérer le monde de la faim. Il soutient donc la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui comptent parmi les mécanismes lui permettant de renforcer son engagement auprès des pays.

CONTEXTE

1. À la faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, des objectifs de développement durable proposés et du Défi Faim zéro, les pays donnent la priorité aux initiatives ayant pour objet d'éliminer la faim et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. En raison de son mandat, de ses politiques et de ses opérations, le PAM est le fer de lance de ces efforts, lesquels visent notamment à assurer à tous un accès fiable à une alimentation et une nutrition appropriées, à éliminer la malnutrition, à faire en sorte que les systèmes alimentaires soient durables et résilients, et à soutenir les moyens d'existence des populations les plus pauvres et les plus vulnérables.
2. Environ 10 pour cent des populations sous-alimentées dans le monde bénéficient des opérations menées par le PAM². Il faudra mobiliser de nouvelles ressources, connaissances spécialisées, compétences, capacités et pratiques dans les pays en développement pour que les pratiques et les systèmes nécessaires pour parvenir à réduire à zéro la faim dans le monde puissent être mis en place.
3. Du point de vue des bureaux de pays du PAM, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent permettre de soutenir les initiatives nationales dans trois grands domaines:
 - *Capacités des pays.* La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent permettre au PAM d'abandonner plus rapidement les distributions d'aide alimentaire au profit d'un soutien aux programmes mis en place par les pays pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. En partageant leur savoir-faire, leurs outils et leurs compétences, les pays peuvent renforcer leurs propres systèmes et capacités et prendre davantage en main les initiatives menées en faveur de la sécurité alimentaire.
 - *Sources de financement.* Du fait de la persistance des crises économiques dans le monde entier et de la multiplication des demandes concernant l'assistance alimentaire, il faut rechercher de nouvelles sources de financement. La coopération Sud-Sud, les dispositifs triangulaires et les contributions en nature ou en espèces reçues dans le cadre d'accords de couplage constituent d'importantes sources de financement potentielles.
 - *Innovation.* Nombre d'innovations qui favorisent la sécurité alimentaire découlent de pratiques en place dans les pays en développement. La coopération Sud-Sud peut être utile pour définir des prototypes possibles et les mettre à l'essai en conditions réelles, dans différents contextes.

DÉFINITIONS ET CONCEPTS CLÉS

4. Le soutien apporté par le PAM à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire suit les définitions et les orientations établies en 2012 par le Secrétaire général dans le Plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire³.

² Selon la méthode appliquée actuellement pour compter les bénéficiaires, qui n'englobe pas toutes les personnes bénéficiant des retombées des mesures de développement des capacités du PAM.

³ <http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N12/285/53/pdf/N1228553.pdf?OpenElement>

5. Les directives définissent la coopération Sud-Sud de la manière suivante:

Processus par lequel deux ou plusieurs pays en développement visent leurs objectifs nationaux propres ou partagés [...] en échangeant [les connaissances,] les compétences, les ressources et le savoir-faire technique, et par des actions régionales et interrégionales collectives, y compris les partenariats mettant en jeu les gouvernements, les organisations régionales, la société civile, les universités et le secteur privé, pour leur avantage individuel ou mutuel dans les régions et entre elles. La coopération Sud-Sud ne remplace pas la coopération Nord-Sud, elle la complète.

Cette définition a été établie compte tenu du document final de Nairobi, négocié lors de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2009⁴.

6. Les directives définissent la coopération triangulaire de la manière suivante:

Collaboration dans le cadre de laquelle les pays donateurs traditionnels et les organisations multilatérales facilitent les initiatives Sud-Sud en fournissant des financements, des formations et des systèmes technologiques et de gestion, ainsi que d'autres formes de soutien.

7. Le PAM facilite la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à la demande des pays en développement, en les aidant à étudier les complémentarités et les synergies entre la coopération Sud-Sud, la coopération Nord-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

FONDEMENT ET OBJECTIF DE LA POLITIQUE

8. La présente politique a pour objectif d'accroître l'engagement du PAM auprès des pays en développement afin de contribuer à la réalisation des objectifs du Défi Faim zéro et des objectifs de développement durable proposés.
9. Le PAM soutient les objectifs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire énoncés dans le document final de Nairobi⁴:
- soutenir les initiatives nationales et régionales de développement;
 - renforcer les capacités institutionnelles et techniques;
 - améliorer l'échange de données d'expérience et de savoir-faire entre pays en développement;
 - relever les défis particuliers que ces derniers rencontrent en matière de développement;
 - accroître l'efficacité de la coopération internationale.
10. Le PAM appliquera les principes suivants dans le cadre du soutien qu'il apporte à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire:
- *Centrer l'action sur les plus vulnérables.* Les principaux bénéficiaires de l'action du PAM en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire devraient être les populations les plus vulnérables.

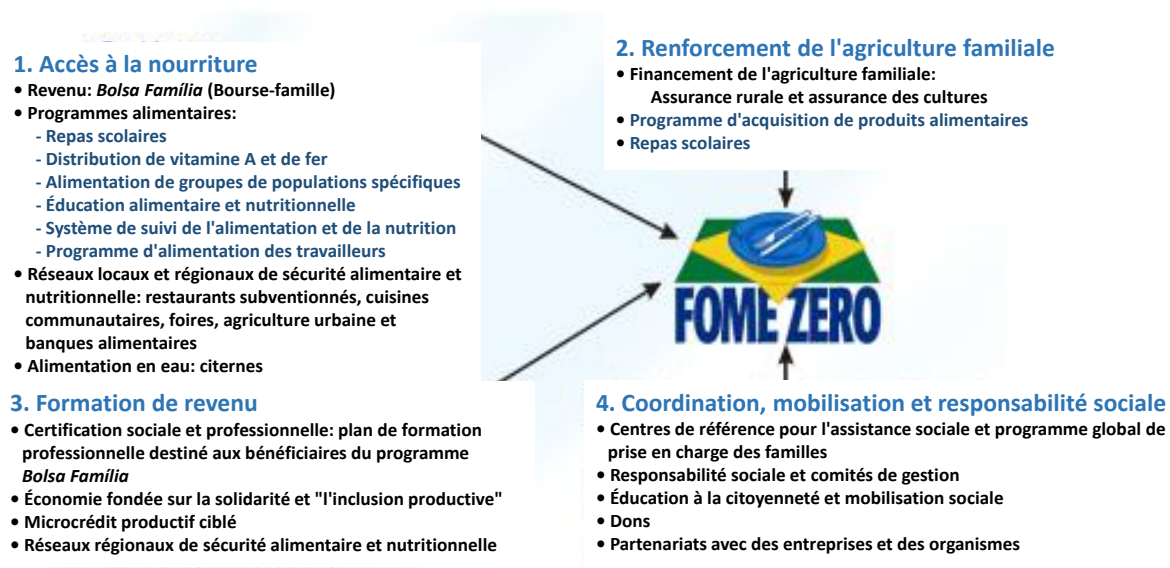
⁴ Organisation des Nations Unies. 2010. Document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Résolution 64/222 de l'Assemblée générale. http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/64/222&referer=http://www.un.org/en/ga/resolutions.shtml&Lang=F

- *Promouvoir la prise en main des activités par les acteurs locaux.* Le PAM se félicite des initiatives de coopération Sud-Sud menées aux niveaux national, infranational et communautaire et leur apporte son soutien.
- *Garantir l'ouverture à tous et un juste équilibre.* La coopération Sud-Sud appuyée par le PAM doit être ouverte à tous et fondée sur l'égalité. Le PAM est conscient que tous les pays, quel que soit leur stade de développement, ont une expérience à partager.
- *Faciliter l'apprentissage et l'innovation.* Le PAM aide les pays à partager les pratiques novatrices et à concevoir des solutions avec d'autres pays.
- *Renforcer les systèmes et les capacités des pays.* En facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, le PAM axe son action sur les institutions et les systèmes locaux afin de favoriser la transition vers la prise en main des activités par les acteurs locaux et la viabilité des programmes relatifs à la sécurité alimentaire.
- *Mettre l'accent sur la complémentarité.* La coopération Sud-Sud complète la coopération Nord-Sud traditionnelle, mais ne la remplace pas. La coopération triangulaire associe les avantages des deux approches.
- *Privilégier la valeur ajoutée.* Le PAM participe aux initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire lorsqu'il est en mesure d'apporter une valeur ajoutée grâce à ses réseaux mondiaux, à ses connaissances spécialisées, à son efficacité par rapport aux coûts et à sa capacité d'exécution.
- *Mettre à profit les structures existantes.* Dans la mesure du possible, le PAM appuie la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire par le biais des structures et programmes existant aux niveaux national, régional et mondial.

LA COOPÉRATION SUD-SUD ET LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ACTUEL DU PAM

11. Le PAM favorise la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans son travail, au niveau des politiques, des programmes et de la mise en œuvre dans un large éventail de domaines, notamment les repas scolaires, l'amélioration de la nutrition, l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés à la faveur de l'initiative Achats au service du progrès (P4P), la passation de marchés, l'agriculture durable, la protection sociale et les filets de sécurité, l'accès à une alimentation adéquate par le biais des marchés, les services liés au changement climatique visant à renforcer la résilience et l'élaboration de stratégies en lien avec le Défi Faim zéro.
12. Le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim est issu d'un partenariat exceptionnel entre le PAM et le Gouvernement brésilien, qui met à la disposition d'autres pays en développement l'expérience acquise par le Brésil dans le cadre du Défi Faim zéro, en matière d'apprentissage, de partage et d'adaptation par le biais de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le centre préconise d'élaborer des politiques et des programmes nationaux durables en matière d'alimentation scolaire, de protection sociale et d'amélioration de la nutrition. Il a renforcé les outils et les capacités du PAM pour lui permettre de participer aux côtés des gouvernements à la conception et à la mise en œuvre de programmes nationaux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Figure 1: Programme Faim Zéro du Brésil (Zero Fome)



13. Le PAM préconise d'établir de nouveaux centres et d'autres mécanismes de coopération en se fondant sur l'expérience acquise grâce au Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim au Brésil:

- *Partage systématique de connaissances Sud-Sud.* Les centres d'excellence du PAM, grâce à une approche et à une méthodologie structurées, permettent à d'autres gouvernements de bénéficier des compétences spécialisées d'un pays à l'avant-garde.
- *Engagement aux côtés des pays en développement en tant qu'alliés dans l'action menée pour réaliser le Défi Faim zéro.* Les centres d'excellence établis en coopération avec les pays en développement partenaires permettent au PAM de disposer de davantage de capacités pour réduire la faim dans le monde, en particulier en encourageant les changements qui contribuent à lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire et ont un impact à grande échelle. Les pays dotés de centres d'excellence peuvent aussi devenir des champions et des partenaires des initiatives menées dans d'autres pays au titre du Défi Faim zéro.
- *Valeur ajoutée mutuelle.* Les centres d'excellence permettent au PAM d'accéder aux ressources, compétences spécialisées, connaissances et réseaux qui renforcent son aptitude à réaliser les Objectifs stratégiques énoncés dans le Plan stratégique pour 2014-2017. Les pays en développement partenaires peuvent aussi tirer profit des réseaux et des capacités d'exécution du PAM.

14. Le PAM appuie la coopération Sud-Sud à la faveur notamment du partage des connaissances, de la coopération technique, du plaidoyer consacré aux questions de politique générale, d'initiatives régionales et d'un soutien en nature. On en trouvera ci-après quelques exemples:

- *Partage des connaissances.* Le PAM a contribué à la diffusion des pratiques des pays en développement en facilitant le partage des connaissances relatives aux politiques et programmes Faim zéro: le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim au Brésil a aidé le Bangladesh à élaborer un programme d'alimentation scolaire lié à l'agriculture locale. S'inspirant de la stratégie Faim zéro du Brésil, le Bangladesh a

examiné comment relier l'alimentation scolaire aux politiques et programmes plus vastes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les constatations issues de cette étude aideront le Bangladesh à décider s'il convient d'inclure les repas scolaires faisant intervenir les producteurs locaux dans ses plans de transition et sa vision à plus long terme.

- *Coopération technique.* Au Malawi, le PAM a mis à profit l'expérience qu'il a acquise grâce à l'initiative Achats au service du progrès pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les possibilités de revenus des agriculteurs et des communautés vulnérables. Le Malawi s'est inspiré de l'initiative Acheter aux Africains pour l'Afrique, à laquelle participent le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Gouvernement brésilien, pour mettre en œuvre une stratégie nationale de santé et de nutrition à l'école faisant appel à la production locale. De plus, les besoins du PAM en produits alimentaires peuvent être utilisés pour garantir des débouchés aux petits exploitants.
- *Mobilisation d'un appui en nature.* Pendant la crise alimentaire qui a sévi en 2011/12 dans la Corne de l'Afrique, le PAM a facilité l'acheminement de contributions en nature provenant de pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Afrique du Sud, Angola, Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Zambie) ainsi que de Cuba, du Soudan et de Sri Lanka. Du riz, du sucre, du poisson, des haricots, de la viande, du sorgho, de l'huile de riz, des pois, du gros sel, du soja et du maïs, d'une valeur supérieure à 13,9 millions de dollars É.-U., ont été distribués en Éthiopie, au Kenya et en Somalie.
- *Plaidoyer concernant les questions de politique générale.* En partenariat avec l'Agence de coopération internationale du Chili, le PAM a contribué à améliorer la nutrition au Paraguay. Grâce à la coopération triangulaire, le PAM et cette agence ont aidé le Paraguay à restructurer son programme national de nutrition et influé sur la politique sanitaire et les stratégies de réduction de la pauvreté et des inégalités. Cela a conduit à l'élaboration et l'adoption d'une loi sur la prévention de la dénutrition.

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Priorités

15. Afin de renforcer le soutien qu'il apporte aux efforts menés par les pays pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition conformément aux objectifs mondiaux et nationaux, le PAM entreprendra les activités suivantes dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire:

- *Établir un système efficace de gestion de l'information et des connaissances afin de favoriser le partage des connaissances entre les pays.* Ce système donnera accès aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le PAM fera en sorte que les pays en développement demandant un appui aient accès aux connaissances, compétences, informations et pratiques d'autres pays en développement susceptibles de répondre à leurs besoins. Il encouragera son personnel à constituer un réseau de praticiens pour promouvoir la coopération Sud-Sud et à favoriser le partage des connaissances et des données d'expérience en interne.

- *Encourager l'innovation.* Le PAM repérera les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire intégrées dans ses programmes qui pourraient contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Il encouragera les responsables de la planification et de la conception des programmes à envisager des possibilités de coopération Sud-Sud. Il contribuera à cerner les moyens de lier les initiatives novatrices aux mécanismes de financement existants susceptibles d'appuyer la définition et la mise à l'essai de prototypes en vue d'une mise en œuvre à grande échelle.
- *Créer de nouveaux centres d'excellence.* Le PAM étudie différentes modalités qui permettraient de mettre en évidence et de partager le savoir-faire des pays. Compte tenu de l'expérience acquise avec le Centre d'excellence pour la lutte contre la faim situé au Brésil, le PAM veillera, au moment d'établir de nouveaux centres ou des dispositifs analogues, à ce qu'ils soient susceptibles d'apporter une valeur ajoutée, y compris en donnant un caractère systématique au partage des connaissances Sud-Sud, en faisant des pays en développement des alliés dans la réalisation du Défi Faim zéro et en accroissant les avantages mutuels pour les pays en développement partenaires.
- *Apporter un soutien aux organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la coopération en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition.* Le soutien apporté par le PAM facilitera le partage du savoir-faire, de l'information et des capacités dans les domaines du renforcement de la résilience, de la préparation aux situations d'urgence, de la réduction des risques de catastrophe et de la nutrition. Le PAM encouragera les institutions régionales et sous-régionales à multiplier les initiatives touchant à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et il appuiera le développement à plus grande échelle de stratégies Faim zéro en aidant les institutions régionales à rassembler et diffuser les enseignements tirés au niveau national du travail mené avec le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim.
- *Constituer la base de données factuelles nécessaire pour les activités relevant du Défi Faim zéro par le biais de liens resserrés avec les institutions locales de recherche et les organisations non gouvernementales (ONG) dans les pays en développement.* Les institutions universitaires et les ONG peuvent jouer un rôle très utile en renforçant les capacités nationales d'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. Le PAM étudiera les possibilités de nouer des partenariats avec les institutions universitaires dans les pays en développement en vue de renforcer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et d'améliorer les liens entre la recherche et l'apprentissage pratique et l'innovation.
- *Intégrer et faire correspondre le travail du PAM aux initiatives lancées par le système des Nations Unies pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.* Le PAM examinera la possibilité de collaborer avec d'autres institutions des Nations Unies qui soutiennent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Il harmonisera ses propres initiatives avec celles menées par le système des Nations Unies moyennant l'échange de connaissances entre institutions, en coordination avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

Plaidoyer pour les investissements en faveur de la nutrition découlant des études sur le coût de la faim en Afrique

Les études menées dans le cadre de l'initiative sur le coût de la faim en Afrique examinent les incidences sociales et économiques de la dénutrition chez les enfants en Afrique et établissent le bien-fondé des investissements consentis par les gouvernements des pays d'Afrique en faveur de la nutrition. En collaboration avec l'Union africaine, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la Commission économique pour l'Afrique, le PAM a apporté sur le terrain le soutien technique nécessaire pour réaliser les études, notamment en transférant un savoir-faire venant d'Amérique latine par le biais de son partenariat avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Les premiers résultats de ces études ont permis de faire mieux connaître aux responsables politiques les conséquences sociales et économiques de la dénutrition chez les enfants. Ils ont eu une incidence sur les programmes politiques de haut niveau et encouragé les pays d'Afrique à intégrer les pratiques communes dans les programmes de nutrition.

Principales réalisations

16. Pour mettre en œuvre cette politique, le PAM devra intervenir dans quatre grands domaines en prenant les mesures ci-après:

- *Donner aux bureaux de pays les conseils et l'appui nécessaires pour ce qui est de participer aux initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et de les faciliter.* Des activités de plaidoyer et des indications supplémentaires sont indispensables pour que les approches adoptées par le PAM en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire soient intégrées dans son travail. Les bureaux de pays du PAM doivent être encouragés et leurs capacités développées afin de leur permettre de participer davantage aux initiatives de coopération, notamment dans les pays intéressés par le partage des connaissances et des données d'expérience, et de repérer d'autres sources de savoir-faire et d'enseignements.
- *Offrir une plateforme d'échange de connaissances sur la sécurité alimentaire et la nutrition ou faciliter la mise en relation avec une plateforme de ce type.* Le partage des connaissances est un élément essentiel de la coopération. Les gouvernements demandent souvent au PAM de leur donner des exemples de pratiques et de données d'expérience utiles venant d'autres pays. Cependant, le PAM ne dispose pas d'un système efficace lui permettant de consigner enseignements et pratiques optimales provenant du monde entier. Il lui faudra améliorer ses systèmes de gestion de l'information et des connaissances pour pouvoir mieux appuyer le partage des connaissances entre les pays. Pour éviter les doublons et promouvoir la collaboration interinstitutions, le PAM examinera les plateformes et outils relatifs aux connaissances d'autres organismes des Nations Unies, notamment ceux qui ont leur siège à Rome, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud⁵ et la Banque mondiale⁶.

⁵ Comme le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie, centre d'information pour la coopération trilatérale et l'échange Sud-Sud.

⁶ Comme la publication intitulée *The Art of Knowledge Exchange* et le travail de la Banque mondiale sur les "pôles de connaissances".

- *Renforcer le réseau de spécialistes du PAM en établissant de nouveaux centres d'excellence ou autres mécanismes.* Le PAM étudiera la possibilité de créer de nouveaux mécanismes de coopération et de partage des données d'expérience qui viendraient compléter ceux qui existent déjà et apporter une valeur ajoutée. Outre les centres d'excellence, il pourrait s'agir de listes d'experts techniques, de visites d'échange, de transferts de technologie, de partenariats public-privé et d'activités de plaidoyer.
- *Prendre des mesures encourageant la coopération Sud-Sud sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, conformément aux règles, aux règlements et au cadre de financement du PAM.* Parmi les mécanismes que le PAM pourrait étudier figurent les accords de couplage et les dispositifs analogues, l'établissement de liens entre les mécanismes de financement existants et les innovations en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, et la facilitation de programmes d'assistance bilatérale.

SOUTIEN À LA COOPÉRATION SUD-SUD ET À LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE EN FONCTION DU CONTEXTE

17. Le PAM reconnaît que tous les pays, quel que soit leur stade de développement ou niveau de revenu, peuvent avoir des données d'expérience, des pratiques et des technologies novatrices à partager. Tous les pays ont le potentiel de devenir des fournisseurs d'aide humanitaire et d'aide au développement.
18. Le PAM doit veiller à ce que ses propres mécanismes de soutien, notamment son Centre d'excellence pour la lutte contre la faim, soient suffisamment souples pour s'adapter aux différents contextes dans le monde. Les pratiques ne peuvent pas toutes être reproduites ou transposées à plus grande échelle; avant de faciliter un échange Sud-Sud, le PAM peut aider les pays à évaluer leurs propres contextes et conditions ainsi que l'adaptabilité des approches potentielles.
19. Le PAM reconnaît que l'influence de certains pays croît rapidement au niveau régional. Un nombre croissant de pays en développement présentant des indicateurs macro-économiques plus vigoureux sont à la fois des fournisseurs et des bénéficiaires de l'assistance; certains ont créé leurs propres agences de coopération internationale. Le PAM doit aider ces pays à faire face à leurs problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment au moyen de l'assistance technique et du développement des capacités.
20. La coopération Sud-Sud complète utilement d'autres formes plus traditionnelles d'assistance internationale, mais le PAM reconnaît que la coopération Nord-Sud demeure essentielle pour réaliser le Défi Faim zéro.

CONSIDÉRATIONS CONCERNANT LES RESSOURCES NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE

21. Le PAM tirera parti de ses capacités et de ses structures aux niveaux national, régional, interrégional et mondial pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Compte tenu du lien existant entre la coopération Sud-Sud et le développement des capacités, le PAM continuera d'accroître l'assistance technique qu'il apporte aux bureaux de pays, en tirant parti du savoir-faire d'unités spécialisées telles que le Service chargé du renforcement des capacités des pays.

22. La coordination et la collaboration entre institutions seront indispensables à la mise en œuvre de cette politique. Le PAM renforcera sa collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier la FAO et le FIDA, dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

CONCLUSIONS

23. Le PAM reconnaît l'importance et le potentiel de la coopération Sud-Sud pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, notamment grâce au renforcement des capacités des pays et à l'accentuation des initiatives et innovations prises en main au niveau national.
24. Le processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et des objectifs de développement durable montre de plus en plus clairement que de nombreux pays en développement ont des solutions qui appuient la réalisation du Défi Faim zéro. Le PAM peut apporter une valeur ajoutée en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire de manière à mettre ces solutions plus largement à disposition.
25. En mettant en œuvre cette politique, le PAM s'attachera à faciliter au niveau des pays le partage des données d'expérience, des connaissances et des compétences qui ont trait à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition; à encourager l'innovation, notamment au niveau des programmes; à favoriser les partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la coopération entre les pays en développement; à étudier les possibilités de créer de nouveaux centres d'excellence ou des dispositifs analogues; à constituer la base de données factuelles nécessaire pour les activités relevant du Défi Faim zéro, en coopération avec les institutions locales de recherche et les ONG; et à intégrer et faire correspondre son travail aux initiatives plus vastes lancées par le système des Nations Unies.
26. Le PAM reconnaît que tous les pays en développement ont des données d'expérience à partager et que la coopération Sud-Sud complète utilement la coopération Nord-Sud. Il appuie la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui comptent parmi les mécanismes lui permettant de renforcer son engagement auprès des pays en développement. Le PAM mettra en œuvre cette politique avec la souplesse voulue pour répondre aux besoins propres au contexte de chaque pays.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ONG	Organisation non gouvernementale
P4P	Achats au service du progrès